



# FRANC-TIREUR

bulletin d'information du comité de soutien aux FTP marseillais / [www.samizdat.net/solidarite](http://www.samizdat.net/solidarite)  
n°7 / juin 2001 / PRIX LIBRE

**Au terme de son procès, Yves a été condamné à 5 ans de prison ferme. Il revient aujourd'hui sur sa condamnation. Faire appel de ce verdict très lourd était dans son idée, mais sachant que la Cour d'Appel d'Aix était encore plus dure que celle de Marseille et que le risque de se trouver face à un magistrat proche des idées du FN risquait d'alourdir la peine, il a préféré revenir sur sa décision. Le mouvement de solidarité très actif doit donc se poursuivre.**

Ma condamnation à 5 ans de prison a eu l'air de surprendre beaucoup de monde, au-delà même du cercle militant. Sans doute parce que ces derniers se sont arrêtés au seul contexte dans lequel j'ai commis ces actions, c'est-à-dire dans le cadre d'une lutte antifasciste. Il est donc clair que ce verdict vise à me faire payer cette forme de lutte sinon les moyens employés, ainsi que le fait que je les ai toujours assumés d'un point de vue politique, sans regrets ni reniements. Or cette lutte ne se réduisait pas à ce seul objectif, mais s'inscrivait plus largement dans celui de la construction d'un mouvement social autonome qui serait capable de provoquer une rupture profonde avec l'ensemble des valeurs capitalistes. Ce verdict ne sanctionne donc pas seulement mes actes, il vise au-delà. Il faut donc l'analyser et mettre en évidence les véritables motifs.

En France le néo-libéralisme est arrivé déguisé en socialiste, les marchés financiers préfèrent la gestion de la gauche, plus efficace pour appliquer l'économie financiarisée et désamorcer les contre feux qui s'allument ça et là. Soucieux de sa vieille mission qu'il a héritée de Léon Blum «dans sa gestion loyale du Kapital», Jospin a parfaitement intégré la pensée dominante qui consacre la prééminence de l'économie dans l'élaboration programmatique. Dans sa séquence post-mitterrandienne d'inventaire, il a compris tout l'intérêt d'associer un PC, qui se pose surtout le problème de sa survie, et des Verts, qui, entre girouettes carriéristes (Voynet, Cohn Bendit) et matamore médiatique (Mamère), passent leur temps à la chasse aux strapontins, quitte à renier une grande partie de leur programme sur le nucléaire, tandis que, transformées en instances para-étatiques, souvent subventionnées par l'État, les bureaucraties syndicales défendent le compromis social.

Mais cela n'aurait pas pu être possible sans l'aide de la droite la plus bête du monde, qui à la faveur d'une dissolution, leur a offert le pouvoir sur un plateau, et a délégué son rôle de faire-valoir aux barons du MEDEF. Confortée par les chiffres du chômage en baisse et par ceux de la croissance en hausse, la social-démocratie se met à penser de plus en plus fort à son retour au plus haut sommet de l'État. Pourtant derrière cet horizon virtuel se profile une toute autre réalité. Le boom de l'emploi n'entame pas la tendance à l'augmentation des emplois précaires. Il ne parvient pas non plus à

diminuer sensiblement le nombre d'allocataires du RMI et ne contrarie pour l'instant ni la montée du travail à temps partiel contraint, ni la progression des emplois à bas ou à très bas salaire, ni la dégradation des conditions de travail et de la santé des travailleurs. Tout cela figure noir sur blanc dans les statistiques officielles. Au point que l'on découvre, à peine étonné, à la lecture d'une étude de l'INSEE, qu'un pays comme la France compte 1,3 millions de travailleurs pauvres (c'est-à-dire de personnes gagnant moins de 3500 F par mois). La gauche plurielle dans son ensemble n'imagine plus rien que l'accompagnement social d'une réussite économique indiscutable. C'est pourquoi toute idée d'une rupture avec le capitalisme est officiellement liquidée comme «utopique», «populiste» ou «totalitaire» (en référence au communisme stalinien) ; il est tout au plus envisagé d'en réformer les dysfonctionnements les plus criants (Taxe Tobin). Face à ce que l'on présente comme inéluctable, cette économie qu'on nous dit naturelle à l'Homme, une partie de ceux qui la subissent ne trouvent que l'abstention pour marquer leur désaveu du pouvoir politique. Ce qui ne gêne pas tellement le pouvoir politique, puisque sa légitimité provient avant tout de sa capacité à gérer, au profit des grands organismes internationaux comme l'OMC ou des Networks d'entreprises multinationales (tels l'investissement Network, forme de 50 multinationales comme Fiat, Daimler Benz, British Petroleum, Rhône Poulenc, etc.) Depuis, il y a eu Seattle, Davos, Millau, Prague, Nice, à quoi on peut ajouter les luttes des ouvriers de Cellatex ou de la brasserie Adelshoeffen, qui ont démontré le rejet du projet global de domination de l'économie sur nos vies et celui des pouvoirs téléphoniques chargés de les appliquer.

C'est en cela que ce verdict, au-delà de ma petite personne, a valeur d'exemple pour toutes celles et tous ceux qui chercheraient à inscrire leurs critiques et leurs actions en dehors de la contestation institutionnalisée, en leur montrant ce qu'ils/elles risquent. Il confirme qu'on n'a plus le droit de sortir de ce consensus obligé et obligatoire. Il s'inscrit dans le processus global de criminalisation des luttes collectives et de ceux qui les mènent (individus ou organisations). Il participe à rendre visibles les choix d'un pouvoir politique qui généralise et relègue les précaires et les pauvres, qui se pose en gestionnaire et en bras répressif du pouvoir économique libéral. Pour le pouvoir, résistance et solidarité sont des concepts pro-pices aux célébrations d'événements passés, et elles ne doivent surtout

je  
reste  
un  
Partis  
Le  
Partis  
d'un  
monde  
Plus  
juste

## RAPPEL DES FAITS



# HISTORIQUE du soutien



**21 FÉVRIER 1995**

Assassinat d'Ibrahim Ali par des colleurs d'affiches du Front national à Marseille.

**3 AVRIL 1995**

Action à l'explosif contre la villa du secrétaire départemental FN Maurice Gros (revendiqué FTP-Unité combattante «Albéric D'Alessandri»)

**21 FÉVRIER 1996**

Destruction à l'explosif du local du FN à Marseille d'où étaient partis les assassins d'Ibrahim (revendiqué FTP «Groupe Missak Manouchian»)

**11 MARS 1997**

Attaque à la grenade d'un local du FN au 22, rue Sainte-Cécile à Marseille (revendiqué Groupe de Partisans «Marcel Bonain»)

**21 FÉVRIER 1998**

Destruction à l'explosif d'un local du FN à Marseille (revendiqué FTP-Unité Combattante «Dimitri Cotorovitch»)

**9 JUIN 1998**

Destruction à l'explosif du nouveau local du FN au 22, rue Sainte-Cécile (revendiqué FTP-Unité Combattante «Jean Robert»)

**2 OCTOBRE 1998**

Destruction à l'explosif du groupe électrogène du Stadium de Vitrolles avant un concert de Rock Identitaire Français (revendiqué FTP-Unité Combattante «Jean Robert»)

**13 OCTOBRE 1999**

Arrestation d'Yves Peirat et William Ferrari

**6 FÉVRIER 2001**

Début du procès d'Yves Peirat et de William Ferrari

**23 FÉVRIER 2001**

Verdict :  
5 ans d'emprisonnement pour Yves Peirat et 125 000 francs de dommages et intérêts ; 18 mois (dont quatre fermes) d'emprisonnement pour William Ferrari. 650 000 francs de dommages et intérêts pour Yves et William.

Dès l'annonce de l'arrestation des Francs Tireurs Partisans, des militants de Marseille de différentes organisations ont constitué un Comité de libération de Yves et William, les deux emprisonnés, dénommé Comité Toursky, pendant que sur Paris, le collectif SRA (Solidarité-Résistance-Antifa), structure née en 1994 pour venir en aide à des antifascistes allemands emprisonnés a été relancée dès le mois de novembre à l'initiative du groupe REFLEX-SCALP. La solidarité s'est organisée en dehors des organisations antifascistes républicaines sans susciter beaucoup d'intérêt de la part des médias, ceci n'étonnant d'ailleurs nullement les militants engagés depuis longtemps dans le combat antifasciste. Le premier geste fut d'écrire aux emprisonnés pour leur demander quel type de solidarité ils souhaitaient et de développer l'entraide tant financière que politique. Faire connaître au plus grand nombre les raisons de ces actions et faire reconnaître l'engagement politique de ces actes était essentiel pour ne pas s'enfermer dans un cadre de défense seulement anti-répressive.

Dans ce cadre, les six numéros de la feuille d'infos Franc Tireur édités par le SRA, tirés à plusieurs milliers d'exemplaires chacun, ont été et restent des outils très utiles pour raconter l'engagement antifasciste des FTP et suivre l'évolution de la procédure. Ils rappellent les réalités d'une région PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) forte-

ment gangrenée par les idées de l'extrême droite dont la violence est allée jusqu'au meurtre d'Ibrahim Ali, tué par des colleurs du Front national en 1995. Sur ce sujet, les militants de Ras l'Front Vitrolles, éternels combattants contre les parachutés Mégret (homme et femme) ont pu rappeler ce qu'ils subissaient au cours des nombreuses initiatives prises en soutien à Yves et William. Dans un second temps, la recherche de soutiens multiples au travers de pétitions pour la libération des deux emprisonnés, où l'on a pu retrouver au milieu de centaines de signatures de nombreuses personnalités (J. Bové, M. Rajsfus, R. Bret, G. Perrault, P. Vidal-Naquet...), a permis l'élargissement du mouvement de solidarité.

Dans le cadre de la préparation du procès prévu à l'automne 2000, des dizaines d'initiatives ont vu le jour dans l'hexagone (Paris, Bordeaux, Rennes, Strasbourg, Nantes, Metz, Poitiers, Dijon, Brest, Toulouse, Angers, Lyon, Tours, Angoulême), rassemblant plusieurs centaines de personnes dans des concerts, des bouffes, des projections, des débats et des manifestations de rues. Cet élan a permis de recueillir des fonds pour aider Yves en prison après la sortie de William au mois de février 2000, de sortir du matériel et de financer en partie les cars lors des manifestations des mois de décembre et février.

Un autre élément du soutien a été la réalisation d'une compilation musicale *Résistance - Solidarité Antifasciste*, avec la participation de 17 groupes qui ont



offert un morceau en soutien. Elle a été réalisée par le label OAF, co-financée par Maloka et les groupes Ras l'Front 13e, Montreuil, No Pasaran, Unity Rockers, Rastaquouere, le Kiosk, Skunk Diskak, Crash Disques et tirée à plus de 3000 exemplaires ; le premier tirage vient à épuisement, avec une distribution totalement indépendante.

D'autres matériaux de sensibilisation ont été produits. Un livre intitulé *Franc-Tireur, un combat antifasciste* à Marseille, édité par les éditions REFLEX a rassemblé documents et textes sur les FTP et la lutte antifasciste. Une affiche a été tirée à plusieurs milliers d'exemplaires. Une vidéo a été réalisée par le collectif PRIMI TIVI de Marseille. À l'instar du milieu musical engagé dans le soutien, de nombreux individus ont rejoint des collectifs, ou les ont créés, et d'autres personnes isolées ont apporté leur aide (financière et politique) démontrant par là-même que ce combat représentait dans la société un réel mouvement au-delà des groupes organisés.

Sur le front des organisations, le soutien a été plus contrasté. Sur Marseille, le comité Toursky regroupait des membres d'organisations antifascistes, de défense des droits de l'homme et de groupes politiques. Il a servi de lien important entre les emprisonnés, les avocats et les collectifs extérieurs.

Au niveau politique et hexagonal, le



réseau No Pasaran, des groupes Ras l'Front dynamiques, la CNT, le RASH et le SRA ont été les fers de lance de la mobilisation dans de nombreuses villes. La manifestation du 16 décembre a réuni plus de 300 personnes. Celle du 3 février plus de 500 (les gens venus de l'hexagone par le car du SRA ont aussi participé à celle de Ras l'Front Vitrolles le matin), avec un concert en sus le soir au squat l'Huilerie (autre lieu de mobilisation sur Marseille). Ces deux moments ont été très forts à la fois pour affirmer notre solidarité avec les FTP, dire que «Résister n'est pas un crime», et pour refuser la banalisation et la légitimation des idées d'extrême droite mais aussi pour demander la libération d'Yves, emprisonné pour des actes symboliques et politiques. Et lors du procès du 6 et 7 février, plusieurs

dizaines de personnes de Marseille et de tout l'hexagone se sont retrouvés pour assister aux audiences et soutenir Yves, William et Albert, les trois prévenus.

Au niveau international, en Allemagne, en Angleterre ou en Italie, des messages de soutien et plusieurs initiatives démontrent, s'il en était besoin, le sentiment de mener un combat semblable, sentiment que confirme l'actualité récente, la victoire de Berlusconi allié à Fini de l'Alliance nationale ou la participation du FPÖ au gouvernement autrichien.

Après le verdict très sévère, le soutien ne faiblit pas, démontrant la vitalité du mouvement antifasciste radical.

### La solidarité est notre arme !

Solidarité Résistance Antifa

#### Texte d'Yves (suite de la page 1)

pas se conjuguer au présent, sous peine d'être en butte à la répression.

La seule révolte acceptable et acceptée reste celle de l'humanitaire, conjugué à toutes les sauces : humanitaire cache-misère, humanitaire cache-guerre, et humanitaire cache-politique.

En fait, ce que l'État et sa représentation politique craignent avant tout, ce ne sont pas nos actions (qui restent isolées), ni leur violence (qui est limitée), mais le fait :

- qu'elles soient issues très souvent du refus des formes traditionnelles des mobilisations politiques, telle que la délégation de pouvoir sous la forme des élections et de celui du discours consensuel qui cherche à circonscire le terrain du rapport de force aux seules négociations policées ;

- qu'elles visent à encourager la capacité critique, la résistance et la participation directe de tous les intéressés ;

- qu'elles soient rattachées à des formes d'organisation autogestionnaires caractérisées par leur légèreté, et permettent aux gens de se réapproprier leur rôle de sujet actif ;

- qu'elles s'orientent vers des objectifs précis, concrets et importants pour la vie

sociale (logement, travail, santé, citoyenneté, etc.) ;

- qu'elles tendent à privilégier l'action directe et le choix de l'illégalité face à la légalité de l'illégitimité ;

- qu'elles exaltent la solidarité réelle, au détriment de l'humanitaire ou du caritatif ;

- et par dessus tout qu'elles finissent par permettre la rencontre, la confrontation des expériences et l'établissement de passerelles entre les diverses luttes, débouchant sur la convergence de celles-ci vers un but commun : une réappropriation de nos vies dans le cadre d'une rupture radicale avec le capitalisme.

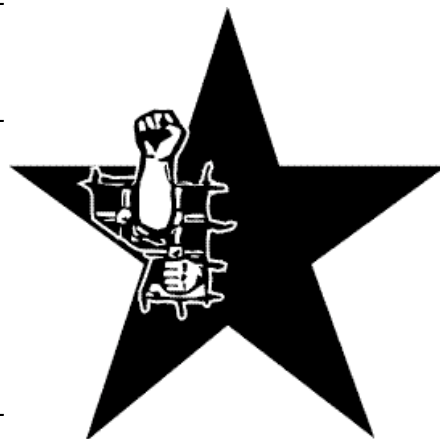
Leur criminalisation devient donc un impératif de gestion politique, tout comme l'extension du flicage, du fichage, du nettoyage social des centres villes, de la vidéosurveillance et de la pénalisation de la misère au moyen du couple contrôle social/justice. C'est avec tout cela à l'esprit qu'a été prononcé un tel verdict, destiné à frapper fort les esprits, à discréditer les formes d'actions qui choisissent le terrain de l'illégalité et enfin à isoler leurs auteurs du reste de la population. Il ne doit pas nous arrêter, loin de là. Car la seule manière

de construire une véritable alternative, c'est de ramener le politique sur le terrain des clivages entre classes sociales, sur celui de l'affrontement entre le travail et le Kapital, en organisant et en socialisant la révolte à partir des luttes quotidiennes pour permettre enfin la construction d'un rapport de force en faveur des opprimés.

Le seul danger qui nous guette vraiment, ce n'est pas la répression mais celui de la peur de s'engager dans cette voie.

Yves Peirat

Extrait de No Pasaran, mai 2001





# Limoges

## Non à la criminalisation de l'antifascisme

**D**epuis la scission du FN en deux formations distinctes et rivales, les «observateurs» de la vie politique française, bien vite relayés dans leur optimisme par les médias, ont cru voir dans ce bouleversement la fin de l'extrême droite. Rapidement, les caméras se sont tournées vers d'autres sujets et les articles consacrés au FN et au MNR relèvent désormais plus du bilan que de l'analyse formelle.

### Ne pas vendre la peau de l'ours

Du côté de certains groupes militants, c'est aussi le moment de plier les drapeaux. Le mirage du travail accompli et de la victoire apparente conduit naturellement de nombreux collectifs locaux à choisir l'arrêt des luttes.

Pourtant, le SCALP-REFLEX, parmi d'autres formations, dont l'antiracisme est directement lié à la lutte contre le capitalisme et ses avatars, dans une logique de lutte des classes, ne croit pas à la défaite de l'extrême droite. Les brouilles entre mandarins du fascisme à la française ne remettent (malheureusement)

pas en cause la fameuse «lépénisation des esprits». À l'heure où 70% des habitants de notre pays se déclarent racistes, à l'heure où les sans papiers se heurtent aux lois scélérates de la république-cratie, à l'heure où l'activisme bonehead connaît une résurgence certaine (concerts FASC, attaques de librairies, de squats, etc.), rien n'est plus actuel et nécessaire que la lutte antifasciste radicale.

C'est dans ce cadre politique que le SCALP-REFLEX Limoges a rédigé un tract antifasciste destiné en priorité, dans son ton et dans sa teneur, à la population lycéenne et plus globalement aux jeunes. Même si l'antiracisme bon teint est en effet généralisé chez les jeunes, la lutte antifa appartient au passé.

### Peste brune et colère rouge

Afin de montrer que ce passé trouve pourtant bien ses marques dans le présent et que la proximité géographique de l'extrême droite est bien réelle, nous décidons de pointer du doigt quelques boutiques tristement célèbres en ville, dans le double but d'informer et d'appeler au boycott. Une pharmacie tenue par le responsable local du MNR, un tatoueur et deux magasins de fringues et breloques «skins» sont ainsi cités. C'est le gérant d'une de ces deux boutiques qui portera plainte pour diffamation envers son commerce, décrit par nous comme «un repère notoire de skinheads».

Nous décidons, puisqu'il doit y avoir procès, de jouer la carte médiatique et entamons une campagne d'information autour de l'affaire.

Finalement, le jour du jugement, un rassemblement est organisé. Dans la rue

et dans le prétoire, c'est un franc succès puisque nous sommes tout bonnement relaxés après des heures de palabres autour de la «skinitude» réelle ou supposée du lieu.

Pourtant, le gérant du magasin fait appel et c'est le début de la fin. Nous sommes condamnés à verser une amende de 10 800 francs (5000 francs d'amende, autant de dommages et intérêts et 800 francs de frais de justice).

Les différentes initiatives (appel aux dons, concerts, manifestations, soirées de soutien, etc.) vont nous aider à surmonter ce qui restera de la publicité la plus chère qu'on ait jamais eu à payer.

### Ami si tu tombes...


Si nous ne pouvons pas comparer notre action à celles revendiquées par exemple par le FTP Yves Peirat (engagement que nous respectons au plus haut point), il est certain que, par des moyens certes différents, nous nous retrouvons aujourd'hui devant les juges pour une démarche commune. Sachons tirer les leçons de ces coups durs et que ces peines servent à amorcer une réflexion autour des moyens à utiliser dans le combat qui est le nôtre, un combat qui s'articule au sein même d'une société dite démocratique et prétendument antiraciste, mais qui s'accommode très bien dans le même élan de la présence fasciste (qu'elle soit institutionnelle ou marginale) comme une des expressions excessives et caricaturales certes, mais proprement inévitables du capitalisme en place.

### Leurs verdicts forgent notre détermination

SCALP-REFLEX Limoges

**T-SHIRTS DE SOUTIEN  
AUX FTP  
EMPRISONNÉS**

Modèle 1



modèle 2  
(nouveau)

(XL, L ou XS) 65 FRANCS  
à commander au SRA

**Le livre Franc Tireur raconte l'histoire de ces FTP: leur militantisme, leurs actions, leur arrestation, leurs conditions de détention et le soutien que leur ont apporté de nombreuses personnes. La forme de leur engagement interroge le mouvement antifasciste, sa stratégie et les méthodes qu'il utilise.**

**Prix public : 40 francs**

**À commander au SRA**



# SRA

**SRA & Collectif parisien de solidarité avec Yves et William**  
21ter rue Voltaire 75011 PARIS / Tél. 01 43 48 54 95 / sra@samizdat.net